Cahiers de Psychologie Politique

**N° 3 | 2003**
**numéro 3 - Avril 2003**

# Le leadership politique en Russie – de Gorbatchev à Poutine (grandes tendances)

***Alexandre MELNIK***

**Édition électronique :**
**URL :**
https://cpp.numerev.com/articles/revue-3/1396-le-leadership-politique-en-russie-de-gorbatchev-a-poutine-grandes-tendances
**DOI :** numerev_572
**ISSN :** 1776-274X
**Date de publication :** 16/04/2003

Cette publication est sous licence **CC BY-NC-ND** (Attribution - No commercial - No derivatives).

Pour **citer cette publication** : MELNIK, A. (2003) Le leadership politique en Russie – de Gorbatchev à Poutine (grandes tendances). *Cahiers de Psychologie Politique*, (3). https://doi.org/10.34745/numerev_572

**Mots-clés :**

Les grandes tendances du leadership politique en Russie épousent la tumultueuse trajectoire de ce pays, depuis le début de la « perestroika » en 1985 jusqu'à nos jours.

## Du passé faisons table rase

Les réformes lancées par Mikhail Gorbatchev ont débouché sur un véritable défoulement social. Les énergies bridées et refoulées par un régime coércitif, pendant trois générations, ont éclaté au grand jour. Tout un peuple, qui se croyait condamné au mutisme et à la cécité, a soudain retrouvé la parole et la vue. Les langues se sont déliées, les yeux – entr'ouverts. Euphoriques, les Russes se sont alors lancés à la reconquête de leur mémoire et de leur identité confisquées par le système soviétique.

Cette bourrasque a propulsé au firmament politique les leaders portant des discours pro-occidentaux, à l'opposé de la propagande soviétique. Une nouvelle pléaide des « enfants politiques de la perestroika » est née en phase avec son époque - celle de la transition. Ces « têtes pensantes » du leadership post-soviétique de la première heure ont conquis un pays qui a basculé d'un régime à l'autre, en un laps de temps étonnamment court. Les ex-Soviétiques admiraient leur liberté de parole et leur sens de la communication en disant que « chez nous, les politiques deviennent enfin presque comme en Occident ».

De cette pléiade, quelques fugures emblémathiques méritent d'être rappelées : - Anatoli Sobtchak, le maire de Saint-Pétersbourg qui a rendu, en 1992, à sa ville son nom d'origine et dont le talent d'orateur exercé au cours des premiers débats télévisés a enflammé ses compatriotes coutumiers de la « langue de bois » ;

- Andrei Sakharov, prix Nobel de Paix et symbole de l'intégrité ethique - longtemps ignoré en son pays, avant d'y être investi d'un rôle politique ;

- Vitali Korotich, rédacteur en chef de la revue « Ogoniok » ayant ouvert ses colonnes à des auteurs russes en exil, interdits ou inconnus dans leurs pays (Vladimir Voinovitch, Vassili Aksenov, Anatoli Gladiline), un acte de courage qui en a fait un leader politique populaire ;

- historien Iouri Afanassiev qui a eu la primeur d'avoir dénoncé les crimes de Lenine

alors que Mikhail Gorbatchev réclamait un « retour aux sources leninistes » du système soviétique ;

- physicien Iouri Rijov qui, après avoir séduit par ses doctrines libertaires un

Boris Eltsine, en pleine traversée de désert en 1988, a préféré le poste d'ambassadeur de Russie à Paris à celui de Premier ministre de la Russie post-soviétique ;

- Gavriil Popov, un intellectuel parachuté au poste de maire de Moscou, au lendemain de la chute du système soviétique, pour piloter les privatisations de la capitale ;

- Serguei Stankevitch – jeune, dynamique, rigoureux, « occidentalisé », il semblait incarner l'avenir de nouvelles élites politiques, avant de sombrer dans un scandale financier dont il ne s'est jamais remis ;

- Egor Gaïdar – ex-chercheur économiste et Premier ministre « kamikaze », qui, à l'âge de 36 ans, a osé une « thérapie de choc » (brutale introduction de l'économie de marché, libération des prix, privatisations, ouverture des frontières) dans une Russie déboussolée en 1992 ;

- Anatoli Tchoubais – le « père » du programme de privatisations, à l'envergure sans précédent dans l'Histoire, de combinats militaro-industriels de l'ex-URSS ;

- Piotr Aven qui, fort de son portefeuille ministériel, a cassé, en 1992, le sacré-saint « monopole d'Etat » sur le commerce extérieur de son pays, en ouvrant ainsi à l'international des miriades de futures PME (actuellement, il est le patron du groupe financier Alpha)

Autant de figures de proue du nouveau leadership russe qui avaient en commun un profil intellectuel, voire universitaire, leur penchant pour une ouverture de la Russie sur le monde extérieur et, surtout, leur attachement aux valeurs occidentales. Hors de l'Occident, point de salut pour la Russie, proclamaient-ils en prenant parti dans la sempiternelle polémique entre « occidentalistes » et « slavophiles » qui transcende toute l'histoire de la Russie. Selon eux, leur pays ne saurait se reconstruire et se moderniser que selon un modèle occidenal avec ses ingrédients clés : Etat de droit, économie de marché, liberté d'expression, société civile, etc.

A l'époque, l'opinion publique russe, lasse du soviétisme avec son cortège de pénuries et de restrictions, était globalement favorable à ces « occidentalistes », sans toutefois comprendre et intérioriser leur message à cause de sa totale ignorance du modèle occidental dont se réclamait le nouveau leadership.

Ce fut l'effet d'un fruit longtemps défendu et brusquement autorisé, même « déifié », devenant ainsi l'objet de toutes les convoitises. Du passé faisons table rase – voilà ce qui guidait, au début des années 90, les Russes qui, au sortir d'une « anomalie historique », aspiraient à une seule chose - la « vie normale ». Les termes « norme » et « normalité », sommairement identifiés au mode de vie occidental, dominaient, à

l'époque, le débat intellectuel dans le pays.

Avec le recul, on note que cette adhésion de défoulement portait en germe les futurs déchirements identitaires de la jeune société russe.

*Une nouvelle identité russe*

En effet, l'univers dans lequel les Russes ont été projetés après la chute l'Etat-providence, leur a réservé bien des surprises. L'irruption du système capitaliste avec ses implacables lois du marché et de la concurrence a nourri une nostalgie du passé. A cet égard, les derniers sondages sont éloquents : en 2002, six Russes sur dix disaient regretter l'époque soviétique ! Non celle du Goulag et des files d'attente pour les produits de première nécessité, mais celle de certains avantages sociaux paraissant aujourd'hui astronomiquement lointains : absence de chômage, gratuité des soins médicaux et de l'éducation, aspect familial et convivial des années 60-70. Désabusés, les Russes plaisantent aujourd'hui en disant que « ceux qui ne regrettent pas l'URSS n'ont pas de cœur, mais ceux qui veulent la restaurer n'ont pas de cerveau ».

Parallèlement, une nouvelle soif de puissance remonte dans un pays-continent trop fier pour digérer la perte de son statut international et celle de ses anciens territoires devenus indépendants après 1991. Une question, aussi pertinente que vaine, taraude les Russes : pourquoi avons-nous cédé, d'un trait de plume, tant d'espace que nos tsars, puis nos dirigeants communistes avaient conquis, au fil des siècles, par le fer et par le feu ? La perspective de voir l'OTAN (diabolisée par la propagande soviétique) s'installer à ses frontières, l'adhésion à l'Union européenne d'anciens satellites de l'ex-URSS, l'image internationale de la Russie souvent réduite à une caricature de la mafia, de la corruption et de la misère – autant de nouveaux avatars qui sont vécus par les Russes, jusque dans les milieux intellectuels en principe pro-occidentaux, comme une «gifle humiliante » ou une source de souffrance (un tel phénomène est d'ailleurs connu en médecine sous le nom du « membre fantôme », à savoir une sentation douloureuse qu'éprouve un sujet à l'endroit d'un membre amputé comme si ce dernier était encore présent). En d'autres termes, il s'agit d'un message émanant de la société et dont le leadership politique est obligé de tenir compte

Autre « terreau » du leadership russe de la fin des années 90 - début 2000 : un phénomène d'insécurité en raison de la menace terroriste associée à la guerre en Tchétchénie. Un phénomène encore plus pesant depuis que cette guerre a fait irruption dans la capitale russe pendant la prise d'otage en septembre dernier.

A cet égard, notons au passage que, contrairement à la France et aux Etats-Unis des années 60, où les guerres – respectivement en Algérie et au Vietnam – ont suscité un sursaut contestataire, la Russie d'aujourd'hui, handicapée par le caractère embryonnaire de sa société civile, reproche à ses leaders politiques non les exactions perpetrées en Tchétchénie, mais, au contraire, le manque de force et de détermination pour vaincre les « bandits » et – maintenant - les «terroristes ». L'un des rares leaders politiques qui s'oppose (timidement) à cette guerre, Grigori Iavlinski est accusé d'

« anti-patriotisme ».

Il devient clair que cette guerre en Tchétchénie favorise l'émergence d'une nouvelle identité nationale qui repose sur trois socles fondateurs : Etat – patriotisme – orthodoxie. La fermeté et l'autorité deviennent ainsi les mots-clés du nouveau leadership russe.

*Un leadership à une tête*

Dans ce contexte, l'ascension de Vladimir Poutine semble logique. En dominant l'échiquier politique, il incarne à lui seul ce nouveau leadership. Aujourd'hui, 78% des Russes émettent un avis favorable sur son action et sa personnalité. Son exceptionnelle cote de popularité a même grimpé jusqu'à 83% au moment de la prise d'otage à Moscou, lorsqu'il a su montrer une « main forte » en ordonnant l'assaut et l'usage de gaz (129 morts parmi les spectateurs du théâtre). Jamais depuis la deuxième guerre mondiale (appelée en Russie la « Grande Guerre Patriotique »), le pays n'avait été rassemblé autour de son leader de façon aussi unanime et spectaculaire. Aux tournants cruciaux, le dirigeant suprême (vojd, en russe) - du tsar au président en passant le secrétaire général - reste, pour les Russes, le dernier recours.

En substance, le succès de Poutine tient à trois raisons.

D'abord, à l'instar de Louis-Philippe en France, il excelle dans son rôle de « réconciliateur » d'une grande nation, à l'issue d'une période de cassures et de bouleversements. Dans cette optique, l'ex-lieutenant colonel du KGB a fait ressusciter deux vestiges tsaristes : aigle bicéphale et drapeau tricolore de Saint-Andrei, avant de remettre au gout du jour l'hymne soviétique et le drapeau rouge (sans faucille ni marteau) comme bannière d'une armée en mal de réforme. Cette démarche consensuelle répond à une nostalgie, lancinante, de ses compatriotes d'un cadre de vie stable, ordonné et avec des règles du jeu clairement établies.

Puis, les Russes, frustré du « bavardage » des années Gorbatchev et du « laisser-aller » de l'époque eltsinienne, apprécient son pragmatisme, sa rigueur, sa poigne et sa ténacité. C'est « un vrai patriote russe qui agit », disent-ils, en l'opposant à ceux qui ne font que parler. Quant à ses dérapages verbaux, qui auraient provoqué un tollé dans un pays occidental, comme celui – à l'allure de « feuille de route » pour l'intervention en Tchétchénie - « nous buterons les Tchétchènes jusque dans les chiottes », ils ne font que contribuer à sa popularité.

Enfin, Vladimir Poutine a redonné à ses compatriotes une certaine fierté d'être Russe. Surfant sur la vague anti-terroriste mondiale, leur pays, membre du G-8, rejoue, en matière géostratégique, dans la « cour des grands ». Sous Poutine, la Russie a aussi perdu de sa légendaire et redoutable imprévisibilité : plus de crises politiques ni de rumeurs de putsch ; paiement en heure des salaires et des retraites (médiocres) ; meilleure maîtrise des fondamentaux macroéconomiques (croissance soutenue, inflation jugulée, budget excédentaire, etc), respect de ses engagements vis-à-vis des

créanciers internationaux.

*Conclusion*

L'actuel leadership politique russe est à l'image de la Russie d'aujourd'hui.

De cette Russie sortie humiliée et exsangue du communisme pour tenter une éphémère « lune de miel » avec l'Occident, mais vite désenchantée et reprise en main par un nouveau « tsar » se disant « démocrate », en l'absence de tout contre-pouvoir, et qui - à défaut de changer la Russie - semble vouloir changer, en priorité, la perception que les Russes ont d'eux-mêmes.

Une Russie qui rêve de se refaire un destin sur mesure en reprenant la main sur l'arène internationale, mais qui, empêtrée dans ses contradictions, hésite et oscille, balançant entre patriotisme exacerbé, envie de fierté, désespoir sans fond et incurable mal de vivre en quête de sa nouvelle identité – entre nostalgie et reconnaisance.

Une Russie post-soviétique pour laquelle l'univers occidental – avec son modèle du leadership politique - n'est plus un modèle, mais, au mieux, une référence.